



Paris le 7 avril 2016

AU-DELA DU SIMPLE DIAGNOSTIC , IL FAUT AGIR

Depuis des décennies, la financiarisation du capitalisme mondial et l'absence de régulation des mouvements de capitaux au niveau mondial ont rendu possibles des montages financiers toujours plus complexes et opaques permettant le recyclage d'argent sale venant de la prostitution, de la drogue ou de trafics divers : armes, animaux protégés ou tout simplement de la fraude fiscale ; certains états s'en alarment, beaucoup sont complices : monsieur Jean Claude Juncker, président de la Commission Européenne, n'est-il pas le même Juncker Jean Claude qui, premier ministre du Luxembourg , pays fondateur de l'Union Européenne, a organisé un des plus efficaces paradis fiscaux mondiaux. Pas surprenant donc que l'Union Européenne n'ait pas voulu protéger ses peuples, cédant par exemple aux demandes dérogatoires du gouvernement britannique qui n'avaient pour but que de protéger La City, une des plus grandes plaques tournantes de la finance internationale.

Le « Panama papers » n'est pas le premier phénomène du genre –affaire wikileaks, HSBC, UBS, il est toutefois le plus important. Il a nécessité des mois de travail pour des journalistes appartenant à des groupes de presse de nationalités différentes ; que leur travail soit salué ; la presse, en l'occurrence, a parfaitement rempli sa mission d'investigation et de recherche de la vérité.

L'ampleur des mouvements de fonds révélés nous conduit à rappeler des réalités connues de longue date :

- Ces sommes gigantesques échappant à tout contrôle public ruinent le financement des politiques publiques asséchant les recettes des budgets publics et le financement de la protection sociale alors que des politiques de « maîtrise des dépenses publiques » imposent aux couches moyennes et populaires des efforts financiers injustes socialement –on estime qu'en France les pertes fiscales sont au moins égales au déficit public annuel.
- Ces sommes détournées pénalisent l'activité économique car elles se font au détriment d'une demande sociale qui pourrait soutenir l'activité des entreprises.
- Concernant les milieux les plus aisés, elles accentuent les inégalités sociales alors que certains politiques , silencieux sur le sujet , ne cessent de fustiger les fraudes aux prestations sociales.

Si une coopération entre groupes de presse internationaux a rendu possible l'accès à la connaissance, on ne comprendrait pas qu'une même coopération internationale ne permette d'engager une action d'ampleur puisque ce sont tous les états qui sont victimes de ces circuits parallèles. Face aux promesses non tenues : « les paradis fiscaux, c'est fini », Nicolas Sarkozy ; « Je mènerai une grande réforme fiscale » candidat François Hollande,

- Il est temps que les états prennent leurs responsabilités, que la France, pour ce qui la concerne, instaure une réelle séparation entre banques d'affaires et banques de dépôt, que Panama réintègre la liste française des paradis fiscaux non coopératifs, que les banques renflouées grâce à l'argent public après le krach de 2008 soient réellement sanctionnées en cas de délit, sanction pouvant aller jusqu'à la nationalisation en cas de délit grave –le patron de la Société Générale ne semble-t-il pas avoir commis un parjure devant la commission d'enquête sénatoriale en ayant affirmé avoir supprimé ses filiales dans les paradis fiscaux ?.
- Il est temps également que les citoyens se mobilisent et exigent que cesse cette politique hypocrite de deux poids deux mesures. Le dynamisme des forces de progrès doit permettre de remettre cette exigence à l'ordre du jour.

Contact presse : Jean-Pierre Fourré [0633879842](tel:0633879842)

Contact : webmaster@republiqueetsocialisme.fr

www.facebook.com/republique.socialisme

<https://twitter.com/RepetSoc>